



Turquie : après le séisme [portfolio]

Loez

16 mars 2023

Photoreportage inédit pour Ballast

*Le 6 février 2023, deux séismes d'amplitude 7,7 et 7,6 — dont l'épicentre se situe dans la région de Kahramanmaraş — ont dévasté plus d'une dizaine de grandes villes et leurs alentours¹ à l'est de la Turquie. Les 14 millions d'habitants de la région sont majoritairement kurdes et une partie importante de la population *alévie* (Kurdes, Turcs et Arabes) de Turquie y vit. Fin février, deux nouveaux tremblements ont eu lieu à Hatay et à Malatya. Les derniers bilans officiels font état d'au moins 47 000 morts : un nombre qui ne cesse d'augmenter. Près de 400 000 logements² ont été détruits ou devront l'être, car devenus inhabitables. 2 millions de personnes sont à la rue. Mais la catastrophe est autant naturelle que politique : l'État turc et son agence de gestion des sinistres, l'AFAD, ont montré leur incompétence en tardant à déployer les équipes de secours. Des milliers de victimes auraient pu être évitées. À l'inverse, une immense vague de solidarité populaire s'est levée. Et c'est dans la ville de Diyarbakır/Amed qu'elle s'est le mieux organisée. Aux côtés d'autres organisations civiles et du Parti démocratique des peuples (HDP), la confédération des syndicats du service public KESK a, dès le premier jour, été à l'œuvre afin de gérer les aides reçues et l'afflux de bénévoles. Reportage. ☰ Par Loez*



Diyarbakır. Les locaux du syndicat de l'enseignement Eğitim Sen servent de point de collecte de l'aide envoyée aux villes sinistrées. KESK, la confédération des syndicats du service public, à laquelle appartient Eğitim Sen, a lancé dès le 6 février sur les réseaux sociaux des appels aux dons et aux volontaires. La ville étant également touchée par le séisme, les syndicats ont recensé et diffusé des listes de lieux sûrs devant servir de refuge. Les premiers jours du séisme, Eğitim Sen a ainsi hébergé de très nombreuses personnes qui ne pouvaient rester chez elles.



Très vite, l'aide a afflué : couvertures, nourriture, gaz, vêtements, mais aussi bénévoles... Dès le deuxième jour, des équipes ont été envoyées dans les villes touchées par le séisme pour évaluer les besoins, assister les rescapé-es et distribuer l'aide récoltée. Grâce à la plateforme Diyarbakır Kent Koruma ve Dayanışma Platformu créée, quelques jours avant le séisme pour de toutes autres raisons, KESK s'est coordonnée avec d'autres organisations de la société civile : Chambre de commerce (DTSO), barreau, Union des médecins (TTB), Union des ingénieurs (TMMOB)... Chaque organisation de la plateforme peut mener ses propres actions, mais en informe la coordination afin, par exemple, de répartir l'aide reçue en différents points.

De son côté, le Parti démocratique des peuples (HDP), mettait en place sa propre cellule de crise, en contact avec la plateforme des organisations civiles. L'État, néanmoins, cherche à entraver l'organisation de la solidarité. Plusieurs camions d'approvisionnement ont été saisis par la police, des volontaires ont été arrêtés, des journalistes placés en garde à vue. Quelques jours après la prise de cette image, le dépôt sera déménagé suite à des pressions de la police sur son propriétaire.



Elbistan. Camp de tentes derrière la *cemevi* [*lieu de culte alévi, ndlr*]. Les tentes ont été données par l'AFAD, l'agence de secours d'urgence de l'État turc. Mais celle-ci ne gère pas le camp. Ce sont par exemple des ONG qui y distribuent la nourriture. La ville est située près de l'épicentre d'un des séismes. À peine 15 % des habitant-es sont resté-es sur place. « *Tu as l'impression qu'un monstre est un train de t'attaquer, raconte Neriman. Comme dans un film. Il y a un bruit terrible, tout bouge. "On va mourir" je me suis dit, vu la violence des tremblements. On a dormi dans une école la première nuit. Les gens ne pensaient alors qu'à se sauver. Ensuite ils se sont servis dans les magasins. Il n'y avait personne, ni police, ni muhtar [maires de quartier ou de village, ndlr], ni maire. Puis des camions d'aide sont arrivés. Il n'y avait pas de toilettes, pas moyen de se laver. C'était sale partout. Il faisait froid. Les enfants sont tombés malade. L'égoïsme s'est révélé, chacun pour soi. Des gens que je connaissais, pourtant... La cemevi a ouvert ses portes mais sa direction était absente. Les gens s'y sont installés comme ils ont pu. Ceux qui avaient une vie confortable préfèrent partir que de vivre sous tente ou dans des containers, et revenir quand la situation sera meilleure.* »



À Elbistan, des volontaires de KESK et du HDP déchargent un camion rempli de vêtements. Dans les villes sinistrées, des centres d'aide ont été ouverts rapidement par KESK : dans les *cemevi* ou dans des entrepôts loués ou prêtés par des sympathisant-e du mouvement kurde. Sur place, les syndicalistes se coordonnent avec le HDP pour organiser la distribution de l'aide et la main-d'œuvre. La plateforme de Diyarbakır a ainsi réparti près de 1 700 volontaires lors des trois premières semaines. Les bénévoles viennent de tout le pays, en particulier des régions kurdes, sur leur temps libre ou parfois en prenant un congé exceptionnel. Les fonctionnaires licencié-es, notamment les enseignant-es, sont en première ligne de cette coordination.



Elbistan. Un volontaire local apporte un sac de vêtements, tandis que des rescapé-es font leur choix. Trois semaines après le séisme, les besoins d'urgence (nourriture, vêtements...) sont moins importants. Il y a d'ailleurs trop de vêtements. Il s'agit désormais davantage de stabiliser la situation des personnes qui vivent en camp, dans une tente ou un container. Les besoins liés à des impératifs sanitaires sont particulièrement importants : toilettes, eau courante, électricité. Pour E., militant du HDP venu d'Istanbul dès le lendemain du séisme, il s'agit désormais de stabiliser la situation.



Mehmet Ali a perdu sa maison. Il vit avec quatre personnes dans une tente. L'homme âgé est pessimiste. *« Les gens sont des vampires. Ils prennent plus que ce dont ils ont besoin et puis ils jettent parce que ça ne leur plaît pas. La religion, le manque d'éducation, ont changé les mentalités... On n'arrivera pas à revenir en arrière, c'est impossible... »* Les Alévis, nombreux dans les régions sinistrées, sont marqués par une histoire contemporaine douloureuse. Ils ont été la cible de nombreux massacres lors du siècle dernier, organisés ou couverts par l'État turc — notamment celui de Kahramanmaraş en 1978, ville à présent dévastée. E. est plus optimiste : *« Ici, toutes les organisations kurdes, et plus, se rassemblent et cela aide le peuple à aller mieux. Le système s'est effondré. C'est l'occasion de proposer autre chose. Certes, les habitudes des gens sont difficiles à changer. Mais le peuple nous observe, il voit ce qu'on fait. C'est une bonne chose. »*



Hassan a travaillé dix ans en Angleterre. Pendant ce temps, sa femme Fatma est restée seule à Istanbul pour élever leurs enfants. Puis Hassan est rentré, et ils sont retournés dans la région de leur enfance. Tous deux sont alévis, et ont grandi dans un village de la montagne Nur hak qui surplombe la ville, une région rebelle. Ils se rappellent que Ibrahim Kappakaya, figure de la gauche révolutionnaire, s'est longtemps abrité dans les alentours de leur village. Les habitant-es lui donnaient vêtements et nourriture. Désormais, leurs enfants sont à l'étranger.



Hassan et Fatma vivaient dans une maison d'un quartier de *gecekondo*, habitations construites sans autorisation et avec peu de moyens. Le quartier a bien résisté au séisme. Mais leur domicile présente des fissures qui les inquiètent. Dans les villes sinistrées, beaucoup de bâtiments paraissent avoir survécu aux secousses, mais sont en réalité lézardés de fissures et devront être démolis.



Depuis le séisme, Hassan et Fatma dorment dans une petite tente plantée à quelques mètres de leur domicile et passent la journée dehors ou chez les voisin-es. Beaucoup de personnes traumatisées par le séisme, même si elles n'ont pas forcément perdu leur logement, ne veulent plus dormir chez elles et préfèrent passer les nuits sous une tente ou dans leur voiture.

Chez les adultes comme chez les enfants, les cauchemars sont nombreux. *« Mon immeuble s'est d'abord affaissé, puis il a basculé. Les pompiers sont venus me sortir par la fenêtre. C'était horrible. Je n'arrive pas à dormir plus de quelques heures.*

Dans mes rêves, je revis la scène », nous raconte un homme alors qu'il fouille parmi les vêtements à la recherche d'un pantalon.



Alors que se tourne la page de l'urgence, les habitant-es d'Elbistan cherchent à retrouver un semblant de vie sociale. Hassan et Fatma viennent s'asseoir le soir autour du poêle ; ils partagent un thé avec les bénévoles de KESK et du HDP. *« KESK n'est pas une ONG. Maintenant, il faut davantage nous concentrer sur les gens, aller leur rendre visite, parler avec eux, leur demander ce dont ils ont besoin et relayer leurs demandes. Il y a besoin d'organisation, pour apaiser les gens »*, affirme un membre du syndicat lors d'une des réunions d'organisation qui ont lieu chaque soir.



Elbistan. Les travaux ne s'arrêtent jamais. Les équipes se relaient, même la nuit, pour déblayer les décombres. Et peu importe s'il reste encore des cadavres, dont les pelles des engins arrachent parfois des morceaux aux gravats. L'air est saturé de poussière. Le barreau de Diyarbakır a pourtant déposé une plainte pour suspendre l'évacuation des décombres, le temps que ceux-ci soient étudiés pour déterminer si l'effondrement des bâtiments est dû à des malfaçons au moment de leur construction. Les entrepreneurs du BTP sont la cible de toutes les critiques : au nom du profit, ils ont construit sur des terrains instables et utilisé des matériaux de mauvaise qualité. Les colonnes porteuses de certains immeubles ont été coupées afin que les surfaces commerciales gagnent en espace. Le gouvernement a distribué des autorisations exceptionnelles de construction dans des zones à risque sismique. Soixante-et-un avocats ont donc déposé plainte contre Erdoğan pour homicide involontaire.



À Elbistan, 85 % des bâtiments sont désormais en ruine ou inutilisables. C'est le deuxième séisme qui a causé le plus de dégâts. Hassan habite la ville, il est syndiqué dans le secteur de la santé (SES). « *Le premier jour, trois personnes de l'AFAD sont venues, puis une vingtaine le soir. Mais sans équipement elles n'ont rien pu faire. On entendait des voix sortir des décombres. Une neige terrible est tombée. Il a fait -20° C dans la nuit. Le deuxième jour, vingt-huit volontaires de la mairie de Samsun sont arrivés. Ce n'est que le troisième jour que l'État a envoyé des moyens conséquents et que les fouilles des décombres ont commencé. Elles n'ont pas duré bien longtemps... Beaucoup de personnes sont mortes de froid. C'est également à ce moment que les villageois ont commencé à amener les blessés. L'hôpital a vite été surchargé, il y avait des milliers de blessés et de morts. Il a fallu entasser les corps dans tous les endroits où il y avait de la place, couloirs, cuisine...*

Ça a commencé à sentir, alors on les a mis dans une tente dehors. Notre hôpital était le seul de la région encore en fonctionnement. Celui de Maras a été détruit. Mais beaucoup de personnel a fui, il n'est pas resté assez de monde. Des blessés ont été évacués par hélicoptère. L'État n'a rien fait. Qu'est-ce que ça va devenir ici, après ? » La colère est grande parmi la population, qui dénonce le népotisme et la corruption qui gangrènent les agences de gestion de l'aide, aussi bien l'AFAD que le Croissant rouge turc (Kızılay). Elles sont dirigées par des proches du pouvoir sans aucune compétence. Des témoignages ont révélé que Kızılay s'était mis à vendre des tentes à d'autres associations, ce qui est interdit.



Sidar Yıldız est la *muhtar* du village de Toprakhisar, près d'Elbistan. Âgée de 34 ans, c'est la seule femme du district à avoir été élue à cette fonction, au milieu de quatre-vingt-treize hommes. « *Ce n'est pas facile, je dois me battre et ça me fatigue.*

Je suis proche des gens, parce que je leur parle comme une personne normale, je ne me sens pas supérieure. » La jeune femme a suivi des études de management du sport à Izmir. À l'époque, explique-t-elle, elle aimait plaisanter en disant qu'elle serait *muhtar* et qu'elle amènerait la mer à son village (situé dans une zone montagneuse). Ne sachant encore que faire après ses études, elle revient à son village et s'engage en politique. Son oncle, qui a assumé la fonction de *muhtar* pendant trente-cinq ans, l'a poussée à prendre sa suite. La jeune femme se bat pour faire vivre son village, malgré l'émigration des jeunes vers l'Europe. Elle encourage aussi les femmes à participer à la vie politique. Après le séisme, elle a participé à la coordination de l'aide. Quand elle marche dans les rues d'Elbistan en ruine, les larmes lui montent aux yeux.

Elle se rappelle le four du boulanger, les endroits où elle venait enfant, les magasins, aujourd'hui détruits.



Lorsque Sidar s'arrête à l'entrée de cette rue, elle engage la discussion avec quelques hommes présents. Les larmes font place à la colère quand elle explique que dans cette partie de la ville, les bâtiments ont été construits sur un cours d'eau.

Une femme âgée qui passe confirme, désignant d'un geste la rue pour indiquer là où coulait l'eau. Hassan, quant à lui, explique qu'avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir, il y avait peu de bâtiments élevés. Après l'élection d'Erdoğan, les immeubles

de dix étages ou plus se sont multipliés, parfois sans permis de construire – facile quand il suffit de payer ensuite une amende pour les régulariser. Hassan raconte : « *Certains bâtiments déclarés inhabitables avant le séisme et voués à être détruits sont restés intacts, alors que des constructions neuves se sont écroulées. Ça montre bien à quel point l'urbanisme était pensé par rapport aux intérêts des promoteurs.* »



Adiyaman. La ville, fortement détruite, a été surnommée « Acıyaman » (*acı* signifie « douleur » en turc). Des ouvriers cherchent à récupérer ce qui peut l'être des décombres d'une papeterie. Partout, les gens tentent de retrouver des objets, quelques souvenirs à emporter. « *Nous essayons de ramasser des affaires dans les gravats. Que peut-on faire d'autre ? Mes voisins ont retrouvé des photos* », se lamente une femme.



Adiyaman. La rue est déserte, seules quelques voitures passent. Dans les décombres de ce qui semblait être une boutique de photographe, des instantanés de moments heureux se mélangent à des vêtements et à la terre. Ou bien peut-être les souvenirs d'une famille. Parfois, on trouve des documents, qui semblent avoir été extraits des gravats et posés en évidence, en attendant l'éventuel retour de leur propriétaire.



Adiyaman. Dans les ruines de la ville, c'est l'impression de vide qui règne. L'odeur de la mort plane encore. Les gravats sont marqués à la peinture rouge du nombre de vérifications dont ils ont fait l'objet. Les déménageurs font payer à prix d'or la récupération des affaires dans les immeubles inhabitables, parfois sans l'autorisation des autorités. Les plateformes mécaniques extirpent des appartements le contenu de vies qui se continueront ailleurs. « *Si nous étions encore dans les mairies à la place des administrateurs nommés par l'État, il y aurait eu beaucoup moins de morts. Tout le monde aurait été mobilisé pour sauver les personnes sous les décombres.* », estime Sıraç, membre de Yapı-Yol, syndicat des travaux publics, et coordinateur de la plateforme de solidarité de Diyarbakır.



Adiyaman. Ce camp, en périphérie de la ville, est organisé par plusieurs partis politiques progressistes, notamment le HDP, et des organisations de la société civile, au premier plan desquelles figure KESK. La confédération syndicale y a installé deux tentes pour ses bénévoles, à côté de celles d'autres organisations. Les volontaires s'y relaient par rotations de trois ou quatre jours.



Un centre pour les enfants a été installé dans le camp. Les organisations réfléchissent aussi au moyen d'ouvrir une école afin que leur scolarité puisse reprendre le plus rapidement possible. Après un mois d'arrêt, les écoles de la région dont les bâtiments sont praticables ont réouvert leurs portes, mais pour tous les enfants déplacés, il est compliqué de s'y rendre. Un père, inquiet, se demande ce qui se passera si son fils ne peut pas reprendre sa scolarité.



Adiyaman. Quelques hommes ont construit un cerf-volant qu'ils ont donné à ces jeunes pour qu'ils s'occupent. Les immeubles en arrière-plan sont vides. La nuit, seule une fenêtre est éclairée, dans un logement dont les occupants ont probablement oublié de fermer les interrupteurs en s'en allant.



Les habitant-es des villages perché-es dans les montagnes de la région d'Adiyaman vivent principalement de la culture du tabac. Le séisme y a causé des dommages importants, réduisant à l'état de gravats parfois jusqu'à 90 % des habitations.



À l'occasion du 8 mars, KESK organise la distribution de kits d'hygiène pour les femmes, jusque dans les villages reculés des montagnes. Trouver des produits d'hygiène et d'entretien, des sous-vêtements propres, est devenu l'un des besoins essentiels. Alors que les températures grimpent peu à peu, il faut assurer des conditions sanitaires suffisantes pour éviter le développement d'épidémies.



Village de Doğanlı (Adiyaman). Assis en cercle dehors, ces hommes sont venus présenter leurs condoléances à une famille en deuil. Le fils de celle-ci, âgé de 28 ans, sa femme et ses deux enfants étaient à Adiyaman au moment du séisme. Tous sont morts. Un ami de la famille est venu le septième jour de la ville de Mardin, proche de la frontière syrienne, pour les aider à sortir les corps. Ce n'est que plus tard qu'ils ont pu être amenés au village.



Les habitant-es des villages de montagne de la province d'Adiyaman n'ont reçu que peu d'aide. Les populations ont dû se débrouiller seules pour trouver des tentes afin de se loger. Le *muhtar* d'un des villages est en colère : « J'ai appelé plusieurs fois les agences d'aide, elles ne m'ont jamais répondu quand nous avions besoin d'elles. Personne n'est venu. Maintenant, je leur dis qu'elles peuvent nous rayer de leur liste, qu'on se débrouillera nous-mêmes. » S'adressant aux syndicalistes venus en visite, il les remercie d'être venus. Une femme dit : « Ce n'est pas la peine de nous donner quoi que ce soit, juste que vous soyez là, c'est suffisant pour nous. »



Adiyaman. « Jusqu'à ce que toutes les blessures se soient refermées, nous sommes ici. »

1. Parmi lesquelles Kahramanmaraş, Osmaniye, Şanlıurfa, Kilis, Adana, Diyarbakır, Adiyaman, Hatay, Malatya, Malatya et Gaziantep.[↵]
2. Estimation au 6 mars du ministre de l'Intérieur. Ce bilan risque probablement de s'alourdir encore.[↵]